



MISE EN CONCURRENCE

CARTOGRAPHIE DES RISQUES

Table des matières

1.	Présentation de la prestation attendue	3
1.1.	Présentation de la structure	3
1.2.	Objet et contexte de la mise en concurrence	4
2.	Conditions de la mise en concurrence	5
2.1.	Contenu du dossier de mise en concurrence	5
2.2.	Mise en concurrence	5
2.3.	Options – Variantes	6
2.4.	Durée de la mise en concurrence	6
2.5.	Durée de validité des propositions	6
2.6.	Conditions financières – Modalités de règlement	7
2.7.	Modification du dossier de mise en concurrence	6
2.8.	Mise à disposition du règlement de mise en concurrence et de ses annexes	6
3.	Contenu des propositions des candidats	7
3.1.	Présentation de la candidature	7
3.2.	Présentation de la proposition	8
4.	Modalités de réponse	9
4.1.	Calendrier	9
4.2.	Formats des réponses	9
5.	Modalités d'analyse des candidatures et des propositions	10
5.1.	Analyse des candidatures	10
5.2.	Analyse des propositions transmises	10
6.	Obtention d'informations complémentaires	11
7.	Conditions de conclusion du contrat	11
8.	Notification et documents contractuels	11
8.1.	Notification	11
8.2.	Documents contractuels	11
9.	Sous-traitance	12
10.	Indépendance des parties	12
11.	Assurance – Responsabilité	12
12.	Confidentialité	12
13.	Loi applicable et compétence juridictionnelle	13

1. Présentation de la prestation attendue

1.1. Présentation de la structure

Fédération Française de Basketball (FFBB)

117, rue du Château des Rentiers

75 013 PARIS

Courriel : mecffbb@ffbb.com

La Fédération Française de BasketBall a été fondée en 1932 et a pour objet :

1. d'organiser, de diriger et de développer le Basketball, sous toutes ses formes, en France métropolitaine, dans les départements (DOM), les régions d'Outre-Mer (ROM), les collectivités d'Outre-Mer (COM), ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie et autres populations d'Outre-Mer ;
2. d'orienter et de contrôler l'activité de toutes les associations, unions d'associations, ou autres organismes à but lucratif, privés ou publics, s'intéressant à la pratique du Basketball ;
3. de représenter le Basketball français auprès des pouvoirs publics ainsi qu'auprès des organismes sportifs nationaux et internationaux et, à ce titre, la France dans les compétitions internationales de Basketball ;
4. de défendre les intérêts moraux et matériels du Basketball français ;
5. d'organiser les parcours de formation pour l'encadrement du Basketball, et de favoriser l'accès à la professionnalisation, notamment par la mise en œuvre d'activités de formation par apprentissage au sens du Code du travail.

La FFBB a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives et s'interdit, ainsi, toute discrimination. Elle veille au respect de ces principes par ses membres, ainsi qu'au respect de la Charte Ethique du Basketball adoptée conformément à l'article L.131-15-1 du Code du sport. Selon, l'article L.131-8 du Code du sport relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, elle assure les missions suivantes :

- la promotion de l'éducation par les activités physiques et sportives ;
- le libre accès à la pratique des activités physiques et sportives ;
- la formation et le perfectionnement des dirigeants, animateurs, formateurs et entraîneurs fédéraux ;
- l'organisation et l'accession à la pratique des activités arbitrales au sein de la discipline, notamment pour les jeunes ;
- le respect des règles techniques, de sécurité, d'encadrement et de déontologie de leur discipline ;
- la délivrance, sous réserve des dispositions particulières de l'article 17, des titres fédéraux ;
- l'organisation de la surveillance médicale de leurs licenciés, dans les conditions prévues aux articles L.231-6 et suivants du Code du sport ;

- la promotion de la coopération sportive régionale conduite par l'intermédiaire de leurs organes décentralisés dans les départements, régions et collectivités d'Outre-mer, ainsi qu'en Nouvelle Calédonie ;
- la représentation des sportifs dans les instances dirigeantes.

La FFBB est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, enregistrée sous le numéro RNA W751227552, reconnue d'utilité publique par décret du 1^{er} octobre 1971, agréée et délégataire d'une mission de service public par décret du 30 mars 2022 (SIRET sous le numéro 78440586200052).

La FFBB est présidée par Monsieur Jean-Pierre SIUTAT et dispose statutairement d'un Bureau Fédéral, d'un Comité Directeur et de la tenue d'Assemblées Générales.

Pour développer et organiser ses missions sur l'ensemble du territoire national (Métropole et territoires ultramarins), la FFBB est représentée par des organes déconcentrés dénommés : Ligues Régionales et Comités Départementaux/Territoriaux.

Ce réseau fédéral est composé de 20 Ligues Régionales (13 métropoles et 7 Ultra Marine), 87 Comités Départementaux ou Territoriaux et plus de 3 800 clubs..

La FFBB compte aujourd'hui près 711 000 licenciés.

Par ailleurs, la FFBB dispose de filiales [annexe 1].

L'ensemble des informations relatives à la FFBB est consultable directement sur le site internet fédéral : www.ffbb.com

1.2. Objet et contexte de la mise en concurrence

La FFBB tend à renforcer les mesures et procédures mises en œuvre pour prévenir et détecter les atteintes à la probité.

En 2010 des travaux avaient été initiés mais non aboutis pour conduire une analyse des risques financiers et juridiques.

Par ailleurs, il est précisé ici, qu'en l'état la FFBB ne dispose pas de la mise en place d'une procédure de lanceur d'alerte en son sein (dite loi Sapin II).

Consciente des enjeux visant à la mise en œuvre de mesures et procédures pour prévenir et détecter les atteintes à la probité, confortée lors des échanges avec l'Agence Française Anticorruption, la FFBB entend établir une cartographie des risques de ses activités.

En date du 21 avril 2023, le Comité Directeur fédéral a pris les engagements suivants :

- avoir un comportement personnel exemplaire, en paroles comme en actes, en matière d'intégrité et de probité ;
- promouvoir le dispositif anticorruption ;

- mettre en œuvre des moyens suffisants pour permettre d'atteindre l'effectivité et l'efficacité du dispositif ;
- être responsable du correct pilotage de ce dispositif ;
- se conformer au pilotage du dispositif pour la prise des décisions qui lui reviennent en propre ;
- permettre de sanctionner, le cas échéant, toute atteinte susceptible d'être qualifiée d'atteinte à la probité ;
- renforcer le rôle du Comité Ethique qui élaborera un guide général de bonnes pratiques et un guide spécifique de bonne conduite des dirigeants.

Aussi, il est notamment mis en œuvre une procédure de mise en concurrence pour la réalisation d'une cartographie des risques, en vue notamment de prévenir et détecter toute atteinte à la probité au sein de l'organisation et des entités qu'elle contrôle, par la mobilisation de moyens adaptés.

Cette mise en concurrence vise à sélectionner un prestataire pour établir cette cartographie des risques selon un calendrier établi.

Par cette réalisation, la FFBB entend renforcer/développer son plan d'action en la matière, visant notamment à répondre aux recommandations de l'AFA et de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le candidat devra notamment justifier ses expertises/compétences dans :

- la mise en œuvre d'une cartographie des risques,
- la connaissance du mouvement sportif et plus particulièrement des fédérations sportives délégataires, ainsi que du sport professionnel le cas échéant.

Le candidat retenu sera tenu d'assurer la réalisation de la cartographie des risques dans les conditions du présent document pour l'exécution de la prestation (unique).

2. Conditions de la mise en concurrence

2.1. Contenu du dossier de mise en concurrence

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la mise en concurrence.
- Des annexes comprenant :
 - L'organigramme de la FFBB (dont une évolution a récemment été actée) et ses filiales
 - La carte de France des Présidents CD/CT et LR
 - Le lien vers le site internet de la FFBB : www.ffbb.com
 - Les documents types de déclaration sur l'honneur

2.2. Mise en concurrence

La procédure de mise en concurrence est réalisée de façon à garantir le respect des grands principes de mise en concurrence tels que l'égal accès, le traitement identique des candidats et la transparence.

La présente mise en concurrence, se déroulera en deux phases :

1/ La première phase consistera, après avoir reçu dans le délai imparti les propositions de prestations des différents candidats, à examiner la complétude de chaque dossier, le respect des conditions et critères fixés ainsi que les propositions des postulants.

2/ La seconde phase consistera à opposer les offres des proposants, à sélectionner celles qui correspondent le mieux et à les apprécier sur la base du mieux disant. Des entretiens pourront avoir lieu.

La présente mise en concurrence fait l'objet d'une publication en ligne sur le site internet de la FFBB, « consultations/mise en concurrence ».

2.3. Options – Variantes

Les options et les variantes sont autorisées au niveau de la réponse à la présente mise en concurrence.

2.4. Durée de la mise en concurrence

La présente mise en concurrence prendra effet à compter de sa publication pour se terminer au jour de la réception de la restitution de la prestation attendue tenant à la remise de la cartographie des risques et les préconisations de plan d'action attendues.

2.5. Durée de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de réception des propositions.

2.6. Conditions financières - Modalités de règlement

Les propositions des candidats sont entièrement rédigées en langue française et les prix sont donnés en EURO HT et TTC.

La facture établie comprendra obligatoirement :

- Nom et adresse du siège social de la FFBB
- N° de T.V.A intracommunautaire,
- Nature des prestations réalisées dans le cadre de la labellisation,
- Montants HT,
- Taux et les montants de la T.V.A.,
- Montant total T.T.C.,
- Date d'établissement de la facture,
- L'objet de la facturation.

2.7. Modification du dossier de mise en concurrence

La FFBB se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des propositions, des modifications au présent dossier.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.8. Mise à disposition règlement de mise en concurrence et de ses annexes

La présente mise en concurrence et ses annexes seront envoyées à tous les candidats. Cet envoi sera accompagné d'une publication sur une page dédiée du site internet de la FFBB, « consultations/mise en concurrence ».

3. Contenu des propositions des candidats

3.1. Présentation de la candidature

Le dossier de présentation de chaque candidature comprend obligatoirement les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature mentionnant les informations suivantes :
 - Nom ou raison sociale du candidat ;
 - Forme juridique de la société ;
 - Domicile ou siège social ;
 - Numéro de téléphone ;
 - Adresse de courrier électronique ;
 - Numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou tout autre numéro d'enregistrement auprès d'un registre national ;
 - Numéro SIREN et code d'activité économique principale ;
 - Nom et fonction du mandataire social/représentant légal.
 - Le pouvoir de la personne habilitée à représenter le candidat
 - Certificat de qualification professionnelle
- Un extrait Kbis de moins de trois (3) mois.
- Un document :
 - Présentant les effectifs et ressources humaines globales du candidat ;
 - Indiquant son expérience et ses références dans la réalisation de prestations comparables, au cours des trois (3) dernières années (nom des destinataires, contenu et étendue des missions, date de réalisation, importance financière) ;
 - Comprenant une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans les cas suivants (selon le document type annexé) :
 - Interdiction pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et L.8251-2 du Code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L.1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du Code pénal ;
 - Absence de mise en œuvre de l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article L.2242-1 du Code du travail au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de mise en concurrence ;
 - Condamnation au titre du 5° de l'article 131-39 du Code pénal ou condamnation à une peine d'exclusion des procédures de mise en concurrence. Une attestation sur l'honneur pour confirmer que le candidat est en règle au regard des articles

L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés ;

- Comprenant une déclaration du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les services objet de la présente mise en concurrence, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices disponibles (joindre également la déclaration sur l'honneur correspondante).

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, dont des sous-traitants, pour présenter sa candidature, il produit un engagement écrit, de chacune de ces opérateurs, justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution de la prestation.

Aussi, le candidat doit fournir un document permettant d'identifier le sous-traitant et les prestations de celui-ci. En cas de recours à la sous-traitance, le candidat devra indiquer la nature des prestations sous-traitées et fournir l'ensemble des documents de candidature exigés, pour que la FFBB puisse admettre ladite sous-traitance.

En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des documents.

En outre, il est demandé au candidat de faire état de son engagement, et de celui de ses éventuels sous-traitants, licenciés et partenaires commerciaux, à adhérer aux lois sociales et environnementales et notamment :

- Lutter contre le travail forcé sous quelque forme que ce soit ;
- Lutter contre toute forme de discrimination ;
- Développer une priorité sur les impacts de son activité sur l'environnement ;
- Définir un système de gestion de l'environnement dans les installations de production et chaînes d'approvisionnement ;
- Veiller au respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur (ex. : Loi Sapin II)

3.2. Présentation de la proposition

Les dossiers des candidats comporteront :

- Une proposition technique comprenant à *minima* une présentation rédigée des éléments suivants :
 - Expliquer pourquoi le candidat est qualifié pour répondre aux prestations composant le lot unique ;
 - Les capacités du candidat à accompagner la FFBB ;
 - Le détail de la méthodologie d'analyse des risques identifiés employée ;
 - Des exemples d'identification de risques
 - Le planning global et détaillé (phases, livrables, validations, etc.) ;
 - Les expertises mobilisées sur le présent projet et la méthodologie ;
 - Les références et expériences du candidat sur des projets similaires ;
 - La constitution de l'équipe projet et leur présentation (parcours, expertise compétence).
- Une proposition financière comprenant l'ensemble de la réalisation de la prestation attendue.

4. Modalités de réponse

4.1. Calendrier

ETAPES	ECHEANCES
Publication et envoi du cahier des charges	20 juin 2023
Date de rendu des offres au plus tard	20 juillet 2023 à 23h59
Auditions éventuelles des candidats présélectionnés par la Commission de mise en concurrence	Fin juillet – août 2023
Information du Bureau Fédéral avant transmission au Comité Directeur	26 août 2023
Présentation et avis de la Commission de mise en concurrence pour le choix de désignation du prestataire pour initier les travaux	Consultation à distance du Comité Directeur
Restitution de la cartographie des risques	Décembre 2023
Communication au Comité Directeur fédéral de la cartographie des risques et information à l'Assemblée Générale	14-15 Octobre 2023 Point étape

4.2. Formats des réponses

Les candidats respecteront le format de réponse suivant :

- Un dossier de présentation du candidat comportant les justificatifs attendus,
- Un dossier de présentation de la proposition comprenant une partie technique et une financière.

Les dossiers en format dématérialisé devront être adressés par voie électronique à l'adresse suivante : mecffbb@ffbb.com

Les dossiers en format papier devront être transmis par pli recommandé, avec demande d'avis de réception, dans le délai imparti, à l'attention de :

La Commission de mise en concurrence
Fédération Française de Basket-ball
« Mise en concurrence – cartographie des risques »
117 rue du Château des rentiers
75013 PARIS CEDEX

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et/ou l'heure limite précitées ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils pourront être restitués sur demande du candidat.

Il incombe au candidat de s'assurer, par tous moyens susceptibles d'en faire la preuve, de la bonne réception de l'entier dossier par la FFBB. A défaut, l'irrecevabilité de son dossier pourra lui être opposée par la FFBB.

Le dossier dématérialisé et le dossier papier doivent être réceptionnés par la FFBB au plus tard le 20 juillet 2023 à 23h59.

5. Modalités d'analyse des candidatures et des propositions

5.1. Analyse des candidatures

En cas de candidature incomplète, la FFBB se réserve le droit de solliciter éventuellement le candidat pour fournir les compléments dans le délai qui lui sera fixé.

Les candidatures qui seraient complétées après ce délai ou qui resteraient incomplètes malgré cette sollicitation, seront rejetées comme étant irrégulières.

Lors de l'analyse des candidatures, pourront être éliminés les candidats ne présentant pas des capacités suffisantes pour exercer les prestations, ou ceux dont l'objet social n'est pas cohérent avec l'objet de la présente mise en concurrence.

L'absence de référence relative à l'exécution de prestations de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat. Les capacités financières, professionnelles et techniques du candidat seront examinées.

5.2. Analyse des propositions transmises

La FFBB éliminera les propositions transmises qui seront considérées comme irrégulières, inacceptables et inappropriées.

A cet effet, seront notamment éliminées les propositions :

- Considérées incomplètes ou non conformes aux exigences formulées dans la présente mise en concurrence ;
- Dont l'exécution impliquerait des conditions méconnaissant la législation en vigueur ou dont le financement ne peut pas être réalisé par le budget alloué au projet après évaluation du besoin à satisfaire ;
- Présentant une réponse sans rapport avec les besoins exprimés dans la mise en concurrence.

Parmi les candidatures restantes, la FFBB choisira librement la proposition économiquement et techniquement la plus avantageuse compte tenu des critères suivants :

Proposition technique du projet	Respect du délai, calendrier de réalisation 15%	75%
	Capacité technique / Méthodologie / Exhaustivité, accessibilité / garantie sur l'organisation proposée par le candidat de la prestation à réaliser 25%	
	Démarche d'identification, d'évaluation, de hiérarchisation et de gestion des risques inhérents aux activités de la Fédération 25%	
	Connaissance du mouvement sportif – capacité à appréhender la gouvernance et la coordination des activités fédérales (les références dans le domaine du sport) 10%	
Proposition financière		25%

Toute proposition paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précision, dans un délai de réponse très court. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, la candidature sera soit maintenue dans l'analyse, soit rejetée par décision motivée.

6. Obtention d'informations complémentaires

Le candidat pourra obtenir des informations complémentaires en faisant parvenir ses demandes par courrier électronique, au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des candidatures.

Les réponses indiquées aux questions posées par les candidats seront mises en ligne sur la page dédiée présente sur le site internet de la FFBB.

Ces réponses seront accessibles à toutes les entités qui envisageraient de répondre à la mise en concurrence et ce afin de garantir le même niveau d'information de tous les candidats potentiels.

7. Conditions de conclusion du contrat

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le contrat devra produire à la FFBB les pièces suivantes dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la notification l'informant qu'il est le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le contrat :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, qui sont à produire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

S'il ne peut pas produire ces documents dans ce délai, sa proposition pourra être rejetée et le candidat sera éliminé.

8. Notification et documents contractuels

8.1. Notification

Le choix de la proposition retenue sera notifié par courrier électronique au candidat concerné.

Chaque candidat dont la proposition a été refusée sera informé par courrier électronique dans les meilleurs délais.

La participation à la présente mise en concurrence emporte acceptation de l'ensemble des documents de la présente par chaque candidat.

8.2. Documents contractuels

Ultérieurement au choix du candidat retenu, la FFBB pourra décider de la rédaction d'un document contractuel entre les parties, venant compléter et préciser les modalités pratiques d'exécution de certaines obligations, telles qu'elles sont stipulées dans le présent dossier.

Les pièces constitutives de la présente mise en concurrence sont par ordre de priorité décroissante :

- 1) Le présent règlement de mise en concurrence.
- 2) Le contrat susceptible d'être conclu entre les parties pour préciser et compléter le présent règlement de mise en concurrence.
- 3) La proposition du candidat qui a été retenu. Etant précisé que les stipulations, figurant dans cette dernière comprenant les conditions générales de vente ou documents similaires, qui seraient contraires aux stipulations de l'acte d'engagement du présent cahier des charges et de l'éventuel contrat complémentaire, sont réputées non écrites, sauf conditions générales de vente du candidat retenu plus favorables à la FFBB.

9. Sous-traitance

Le candidat retenu peut sous-traiter une partie des obligations au titre de la présente mise en concurrence, avec comme condition un accord préalable écrit de la FFBB.

Dans le cas où le candidat retenu sous-traiterait une partie des prestations lui incombant, le candidat retenu communiquera aux sous-traitants en cause les obligations liées, notamment en termes de confidentialité, et resterait totalement garant et responsable vis-à-vis de la FFBB de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

10. Indépendance des parties

Le candidat retenu ne sera pas le mandataire, ni le préposé, ni l'associé de la FFBB et il ne pourra, en aucune façon, l'engager par ses actes.

11. Assurance – Responsabilité

Le candidat retenu certifie qu'il est garanti contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir du fait de ses activités ou du fait des activités de ses préposés à raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés au tiers.

Le candidat retenu doit pouvoir apporter la preuve qu'il est régulièrement assuré notamment en transmettant une attestation d'assurance à la FFBB précisant le montant de ses garanties.

Le candidat retenu assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Le candidat retenu devra employer, encadrer et rémunérer son personnel sous sa responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales, sociales et du droit du travail, et notamment celles relatives à la durée du travail.

Il est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelques causes que ce soit.

12. Confidentialité

Le candidat retenu s'engage à tenir strictement confidentielles, et en toutes circonstances

les informations, dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de la mission qui lui sera confiée.

Dans l'hypothèse où le candidat retenu serait, par ailleurs, contractuellement lié à des tiers susceptibles d'être également en relation avec la FFBB, alors celle-ci s'engage à en informer la FFBB.

Il s'engage en toute hypothèse à exécuter les missions qui lui sont confiées, dans le cadre des présentes, de bonne foi et en toute neutralité, de telle sorte que les intérêts de la FFBB et de ses membres ne puissent être remis en cause à l'occasion de la mission à exécuter.

Le candidat retenu prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect du Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) ainsi que des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du candidat retenu.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la FFBB à résilier le contrat pour manquement, aux torts du candidat retenu, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la FFBB

13. Loi applicable et compétence juridictionnelle

La présente mise en concurrence est soumise à la loi française. A défaut d'un règlement amiable, tout litige résultant de cette mise en concurrence relève de la compétence des juridictions française, du ressort du siège de la FFBB.